

Déclaration contre les procès secrets et les Certificats de Sécurité

Nous, soussignés, considérons très préoccupante l'application des sections 9, 76-87 de la Loi sur la Protection des Immigrants et Réfugiés, qui permettent l'emprisonnement au Canada de personnes réfugiées et résidentes permanentes sous l'autorité d'un Certificat de sécurité.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que les individus détenus en vertu d'un Certificat de sécurité :

- Sont emprisonnés pour un temps indéterminé sur la base d'une preuve secrète, malgré qu'aucune accusation n'ait été portée contre eux;
- Subissent des procédures judiciaires inéquitables dans lesquelles la preuve n'est pas présentée à l'accusé ou aux avocats le représentant;
- Se voient refusé toute procédure d'appel lorsque le certificat est maintenu, lors d'un processus ayant les critères de preuve les plus bas de tout le système judiciaire canadien;
- Peuvent être déportés même s'ils risquent de faire face à une détention arbitraire, à la torture ou même à la mort.

Nous estimons que le processus entourant le Certificat de sécurité est antidémocratique et qu'il brime des droits humains fondamentaux que le gouvernement canadien s'est engagé à respecter par la Charte canadienne des Droits et Libertés, la Déclaration universelle des droits de la personne des Nations Unies, la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention des Nations Unies contre la torture.

Par conséquent, nous demandons que le Certificat de sécurité soit aboli.

Pour ceux qui sont présentement emprisonnés en vertu d'un Certificat de sécurité, nous demandons :

- **Qu'ils soient libérés immédiatement; ou, si des preuves existent contre eux, qu'ils aient la possibilité de se défendre lors d'un procès public, équitable et indépendant, incluant l'accès plein et entier aux éléments de preuve utilisés contre eux.**
- **Qu'ils ne soient pas déportés.**

Nom _____

Titre, position avec un organisme, profession _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____

Adresse courriel ou numéro de téléphone pour vous contacter pour des événements près de chez vous

Cette déclaration est présentée par la Campagne pour que cessent les procès secrets au Canada, la Coalition Justice pour Adil Charkaoui et le Comité Justice pour Mohamed Harkat.